

Objectifs et aperçu des programmes

Feuille de route de la JICA

En se basant sur la Charte de la coopération au développement, la JICA concentrera ses efforts sur les problèmes prioritaires suivants en mettant en pratique ses principes de sécurité humaine et en s'efforçant d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD).



Éthiopie : Projet de renforcement des capacités pour la diffusion de l'amélioration de la qualité et de la productivité (KAIZEN).

1 Contribution aux thématiques mondiales

La JICA s'engage à renforcer les actions, au niveau de toute l'organisation, pour parvenir aux ODD et intégrer ses engagements dans l'aide aux pays individuels. Elle va en outre promouvoir la coopération pour la lutte contre le changement climatique en se basant sur la 21^e session de la Conférence des parties (COP21) de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe en se basant sur le cadre d'action de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe et l'Initiative de coopération de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe, ainsi que pour la santé mondiale et la sécurité alimentaire. La JICA a partagé proactivement ses activités lors du sommet du G7 d'Ise-Shima, le sommet mondial sur l'action humanitaire et d'autres conférences internationales.

2 Promotion d'une « croissance de qualité »

La JICA déploiera une aide dans une grande variété de domaines – notamment le développement des ressources humaines industrielles, la santé, l'éducation, l'aide aux personnes handicapées et l'agriculture – pour une « croissance de qualité » inclusive, durable et résiliente. Pour promouvoir les « investissements dans les infrastructures de qualité », la JICA mettra constamment en œuvre des mesures de suivi du « Partenariat pour des infrastructures de qualité » récemment annoncé par le gouvernement japonais. L'Agence renforcera également les activités impliquant une communication externe. En outre, la JICA redoublera d'efforts pour réduire les écarts de développement. La JICA prendra en considération « Sport pour l'avenir », un programme promu par le gouvernement japonais dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo en 2020.

3 Réalisation d'une société pacifique et sûre

La JICA va promouvoir le partage de valeurs universelles par une aide visant à améliorer la gouvernance et établir des cadres juridiques et judiciaires. Lorsque cela est approprié, elle fournira une aide à la consolidation de la paix s'adaptant de manière flexible à la situation politique et sécuritaire tout en veillant à la sécurité du personnel concerné. Dans le cadre de son aide en Syrie, la JICA offrira une aide constante aux régions et gouvernements locaux des pays voisins qui accueillent des réfugiés. Tout en soutenant un rôle plus actif et l'autonomisation des femmes, la JICA travaillera sur des mesures appropriées pour le plan d'action du gouvernement japonais basé sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies.

4 Promouvoir les initiatives régionales

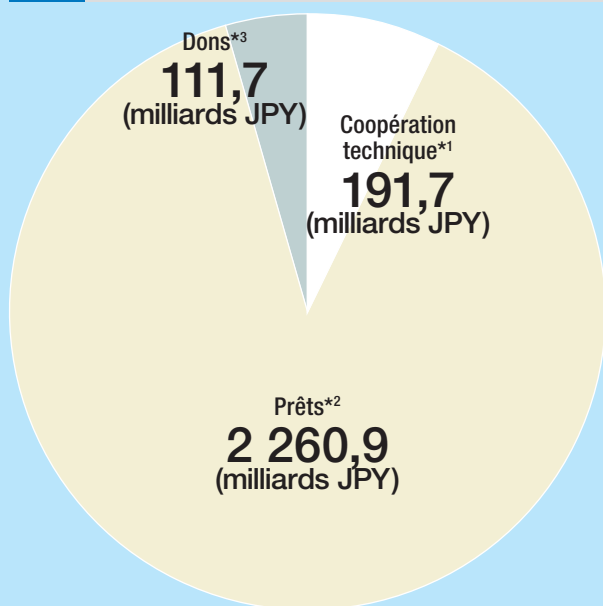
La JICA mènera des activités qui contribueront à renforcer la connectivité régionale dans les pays de l'ANASE, en Afrique, en Asie du Sud et dans d'autres régions en se basant sur l'approche des corridors de développement. Elle fournira également une aide liée à la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) et contribuera à la TICAD VI en août 2016. En outre, la JICA déploiera une aide pour les schémas directeurs stratégiques en Afrique et pour les engagements du Japon en Asie du Sud-Est pris lors du sommet Japon-ANASE. Pour la région Pacifique, la JICA soutiendra le développement des ressources humaines dans le cadre de son programme « Aide à l'éducation des dirigeants du Pacifique pour le développement de l'État ».

Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2015

Situation générale

S'agissant des opérations de la JICA durant l'exercice 2015 (figures 5 et 6), la coopération technique représente 191,7 milliards JPY, soit une augmentation de 8,7 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à l'aide sous forme de dons, la JICA a réalisé 154 projets à hauteur d'environ 111,7 milliards JPY (montant des accords de dons). Les prêts d'APD s'élèvent à 2 074,5 milliards JPY (sur la base des engagements) répartis entre 71 projets. Le montant total des décaissements au titre du financement des investissements du secteur privé a atteint 186,4 milliards JPY accordés à quatre organisations.

Figure 5 Volume des opérations durant l'exercice 2015



Note : Taux de conversion établi par le CAD pour 2015 : 1 USD = 121,0 JPY

*1 Dépenses de coopération technique hors frais de gestion.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour l'exercice considéré.

Figure 6 Répartition des opérations durant l'exercice 2015 (milliards JPY)

	Exercice 2015	Exercice 2014
Coopération technique *1	191,7	176,4
Formation de participants étrangers	18,6	17,3
Envoi d'experts	64,1	61,4
Envoi de missions d'étude	47,5	38,2
Fourniture d'équipements	4,4	4,5
Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	8,9	8,3
Envoi d'autres volontaires	3,5	3,4
Autres	44,6	43,2
Prêts *2	2 260,9	1 015,9
Dons *3	111,7	111,2

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Dépenses de coopération technique hors frais de gestion.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour l'exercice considéré.

Aperçu des tendances au cours des dix dernières années

Les figures 7 à 9 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de prêts et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre des prêts ont augmenté de 122,6 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 2 260,9 milliards JPY durant l'exercice 2015. Le volume des dons enregistré a augmenté de 0,4 %, totalisant 111,7 milliards JPY durant l'exercice 2015.

Figure 7 Dépenses de coopération technique des dix derniers exercices (milliards JPY)

2006	151,2
2007	146,1
2008	150,8
2009	176,0
2010	168,8
2011	188,9
2012	167,8
2013	177,3
2014	176,4
2015	191,7

Figure 8 Montant des engagements de prêts des 10 derniers exercices (milliards JPY)

2006	763,7
2007	901,2
2008	929,4
2009	967,6
2010	538,9
2011	949,4
2012	1 226,7
2013	985,8
2014	1 015,9
2015	2 260,9

Note : Total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé.

Figure 9 Montant des dons des 10 derniers exercices (milliards JPY)

2006	110,4	Montant total alloué en vertu des échanges de notes conclus durant l'exercice concerné (part gérée par la JICA pour la promotion de l'aide sous forme de dons)
2007	96,4	
2008	74,0	37,1
2009	34,8	102,0
2010	12,9	105,2
2011	3,6	107,4
2012		141,6
2013		115,8
2014		111,2
2015		111,7

Note : Jusqu'à l'exercice 2007, la JICA était chargée de la promotion de l'aide sous forme de dons. Depuis octobre 2008, la JICA assure également la gestion d'une partie des projets de dons du Japon.

Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie, à hauteur de 38,1 %, l'Afrique, à hauteur de 21,5 %, et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, à hauteur de 8,5 %.

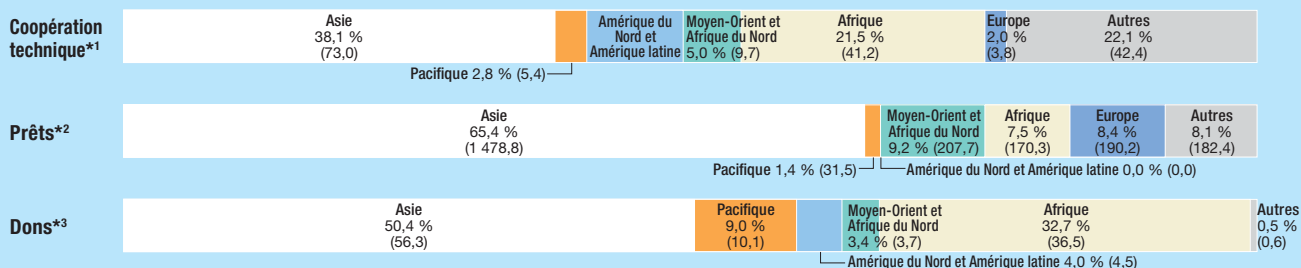
Pour les nouveaux prêts d'APD, la part des engagements pour l'Asie est de 65,4 %, contre 9,2 % pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et 8,4 % pour l'Europe. La part de l'Asie

reste considérablement élevée, à l'instar de l'exercice 2014.

En ce qui concerne les dons, l'Asie représente 50,4 %, l'Afrique 32,7 % et le Pacifique 9,0 %. De même que pour l'exercice 2014, l'Asie et l'Afrique absorbent la plus large part des dons.

« Autres » représente les engagements et les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-régions.

Figure 10 Ventilation régionale de l'aide durant l'exercice 2015 (% , milliards JPY)



*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.

**2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

**3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour l'exercice considéré.

Aide par secteur

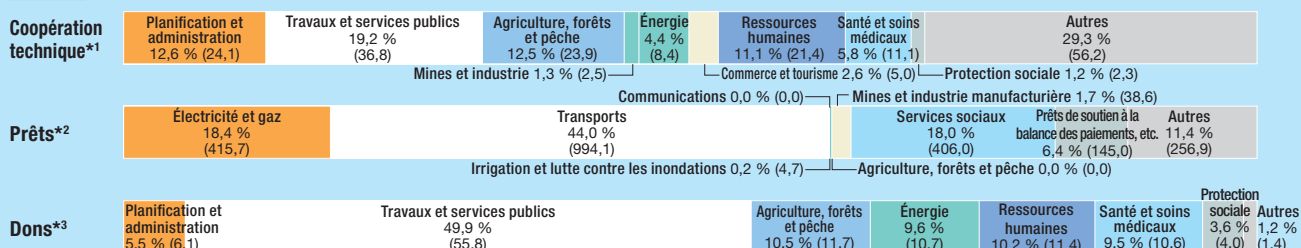
Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : 19,2 % pour les travaux et services publics, 12,6 % pour la planification et administration, 12,5 % pour l'agriculture, les forêts et la pêche et 11,1 % pour les ressources humaines.

Les prêts ont en grande partie (44,0 %) été affectés à des

projets dans le secteur des transports, notamment des voies ferrées et des routes. Viennent ensuite le gaz et l'électricité à 18,4 % et les services sociaux à 18,0 %.

La plus grande part des dons a été consacrée aux travaux et services publics à 49,9 %, suivi par l'agriculture, les forêts et la pêche à 10,5 % et les ressources humaines à 10,2 %.

Figure 11 Ventilation sectorielle de l'aide durant l'exercice 2015 (% , milliards JPY)



*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.

**2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

**3 Montant des accords de dons signés. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par exercice est comptabilisé pour l'exercice considéré.

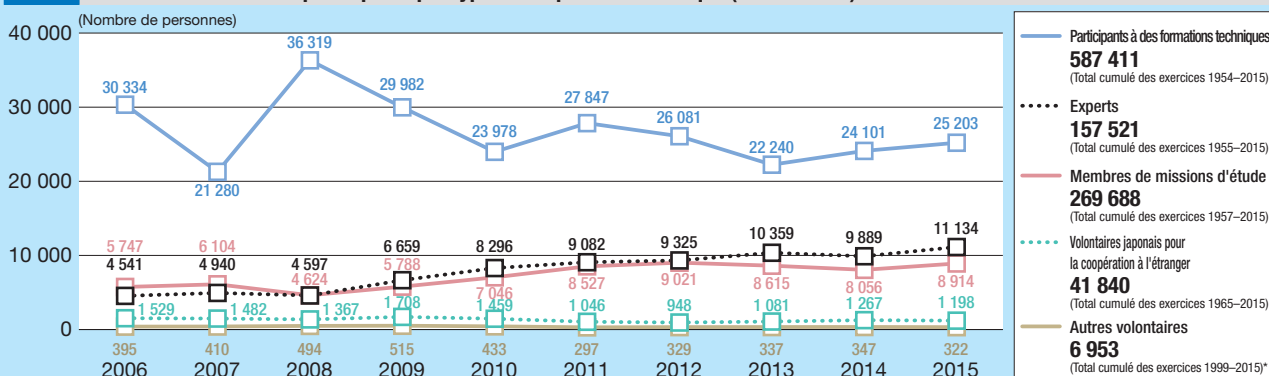
Évolution du nombre de participants à la coopération technique

Pour l'exercice 2015, les nouvelles ressources humaines participant aux différentes formes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 25 203 participants à des formations techniques, 11 134 experts, 8 914 membres de missions d'étude, 1 198 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 322 autres volontaires. À ce jour, la JICA a assuré la formation technique de 587 411 participants

(exercices 1954-2015) et envoyé à l'étranger 157 521 experts (exercices 1955-2015), 269 688 membres de missions d'étude (exercices 1957-2015) et de 41 840 JOCV (exercices 1965-2015) et 6 953 autres volontaires (exercices 1999-2015).

La figure 12 montre l'évolution du nombre de participants aux différentes formes de coopération technique depuis l'exercice 2006.

Figure 12 Évolution du nombre de participants par type de coopération technique (total cumulé)



* Inclut les volontaires seniors, les volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, les volontaires juniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et les volontaires des Nations unies, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties entre les autres types de coopération.

Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952-1995 s'élève à 73 437.

Aperçu des états financiers

Compte général

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2016, le montant total des actifs s'élève à 252 012 millions JPY, soit une hausse de 13 515 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une augmentation de 23 060 millions JPY des liquidités et dépôts bancaires. Le montant total des passifs s'élève à 199 871 millions JPY, soit une hausse de 12 999 millions JPY par rapport à l'exercice précédent, principalement due à une augmentation de 13 703 millions JPY des dons.

(millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Liquidités et dépôts bancaires	97 615	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	46 637
Titres négociables	84 000	Fonds pour les projets de dons	130 378
Autres	26 311	Autres	19 792
Actifs immobilisés		Passifs immobilisés	
Immobilisations corporelles	41 901	Comptes de contrepartie d'actifs	2 531
Immobilisations incorporelles	54	Autres	531
Placements et autres actifs	2 132		
		Total des passifs	199 871
		Actifs nets	
		Capital	
		Investissements du gouvernement	63 217
		Gain en capital	(17 867)
		Bénéfices non distribués	6 792
		Total des actifs nets	52 142
Total des actifs	252 012	Total des actifs et des passifs nets	252 012

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2016, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 246 619 millions JPY, soit une baisse de 6 700 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est imputable à un recul de 15 376 millions JPY des dépenses pour les programmes de dons. Les recettes ordinaires se montent à 248 252 millions JPY, soit une baisse de 6 087 millions JPY par rapport à l'exercice 2014. Cette baisse est principalement due à un recul de 15 376 millions JPY des recettes des programmes de dons.

(millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	246 619
Dépenses de fonctionnement	236 630
Dépenses pour les projets de coopération technique	73 433
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	16 513
Dépenses pour la promotion de l'aide	16 373
Dépenses pour le soutien opérationnel	28 288
Dépenses pour l'aide sous forme de dons	91 152
Autres	10 872
Frais généraux administratifs	9 631
Charges financières	324
Autres	33
Recettes ordinaires	248 252
Recettes des subventions de fonctionnement	152 871
Recettes des dons	91 152
Autres	4 230
Pertes extraordinaires	38
Bénéfices extraordinaires	48
Réaffectation des fonds de réserve reportés de la période des objectifs à moyen terme précédente	253
Total des bénéfices pour l'exercice en cours	1 896

Note :

- Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

Compte financier et d'investissement

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2016, le montant total des actifs s'élève à 11 578 306 millions JPY, soit une augmentation de 241 584 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique par à une hausse de 278 610 millions JPY des prêts. Le total des passifs est de 2 311 215 millions JPY, soit une hausse de 110 645 millions JPY par rapport à l'exercice 2014. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 52 945 millions JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Prêts	11 502 091	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	219 212
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(153 208)	Autres	72 220
Autres	177 155	Passifs immobilisés	
Actifs immobilisés		Obligations	477 305
Immobilisations corporelles	8 610	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 537 319
Immobilisations incorporelles	236	Autres	5 159
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 311 215
Réclamations en cas de faillite, réhabilitation et autres	63 845	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(63 845)	Capital	
Autres	43 422	Investissements du gouvernement	7 862 158
		Bénéfices non distribués	
		Fonds de réserve	1 369 796
		Autres	102 762
		Évaluation et écarts de conversion	(67 625)
		Total des actifs nets	9 267 091
Total des actifs	11 578 306	Total des actifs et des passifs nets	11 578 306

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2016, le montant total des bénéfices s'élève à 102 762 millions JPY, soit une baisse de 11 676 millions JPY par rapport à l'exercice 2014. Cette diminution est due à une baisse de 19 014 millions JPY des recettes ordinaires qui s'élèvent à 190 130 millions JPY, et à une diminution de 4 286 millions JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 90 402 millions JPY. La baisse des recettes ordinaires s'explique principalement par le recul des dividendes sur les placements de 11 817 millions JPY par rapport à l'exercice 2014, tandis que la baisse des dépenses ordinaires est pour la plus grande part imputable à la contraction des provisions pour les pertes éventuelles de 6 278 millions JPY par rapport à l'exercice 2014.

(millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	90 402
Dépenses liées aux activités de coopération en matière de financement et d'investissement	90 402
Intérêts sur les obligations et les effets	5 751
Intérêts sur les emprunts	21 180
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	8 228
Dépenses pour les opérations de consignation	22 204
Dépenses administratives et de fonctionnement	12 542
Provisions pour les pertes éventuelles	10 798
Autres	9 699
Recettes ordinaires	190 130
Recettes des activités de coopération en matière de financement et d'investissement	189 266
Intérêts sur les prêts	161 474
Dividendes sur les placements	24 369
Autres	3 423
Autres	864
Pertes extraordinaires	6
Bénéfices extraordinaires	3 041
Total des bénéfices pour l'exercice en cours	102 762

Note :

- Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.